

**« From discourse on equal and global internationalization of
higher education to concrete actions : UQAM's two innovative
initiatives »**

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DU RECTEUR DE L'UQAM

M. ROBERT PROULX, Ph.D.

À L'OCCASION DU CONGRÈS ANNUEL DE FAUBAI

« BRAZILIAN HIGHER EDUCATION : BUILDING STRATEGIC PARTNERSHIP »

Joinville – Santa Catarina - Brésil

LE 15 AVRIL 2014

Chers collègues des universités brésiliennes,
Distingués invités et participants,
Chers amis,

Tout d'abord, permettez-moi de féliciter les organisateurs de ce congrès pour la qualité des conférenciers invités, la pertinence des thématiques des ateliers et le caractère novateur des différents moyens mis de l'avant pour favoriser le réseautage et le partage des bonnes pratiques en matière d'internationalisation de l'éducation supérieure.

Dans ma présentation, je vais insister sur l'importance de concevoir l'internationalisation des universités d'une manière « autre » que celle qui prédomine actuellement dans les milieux universitaires et gouvernementaux, en particulier dans les pays du Nord, mais pas exclusivement.

Dans un premier temps, je vais expliquer rapidement en quoi et pourquoi il est urgent de penser l'internationalisation « autrement »

Par la suite, je vais illustrer, à l'aide de quelques exemples choisis, à quoi ressemble concrètement cette approche.

Pourquoi parler de l'internationalisation des universités « autrement »?

Parce que le discours actuel sur l'internationalisation et les universités comporte certaines ambiguïtés qui posent des questions sur le rôle et la mission fondamentale des universités. Dans les sociétés du Nord, en Amérique comme en Europe, les gouvernements exercent de plus en plus de pression sur les universités — parfois de manière subtile parfois beaucoup moins — afin qu'elles intensifient leurs efforts de recrutement étudiant à l'étranger.

Dans un contexte de déclin démographique, on souligne que l'apport de ces étudiants au financement des universités est précieux, qu'ils contribuent à injecter des milliards de dollars (ou d'euros) dans l'économie du pays d'accueil et qu'ils représentent une source importante de travailleurs qualifiés que l'on aurait tout intérêt à retenir, en particulier les plus prometteurs.

Une telle conception de l'internationalisation pose de multiples problèmes quant au rôle des universités. Pourquoi ? Parce qu'elle amène ces dernières à se livrer une concurrence effrénée, à l'aide de divers moyens et stratégies, en vue de s'arracher « les parts de marché » que représentent les étudiants étrangers.

Satisfaire les nouvelles exigences de la mondialisation de l'économie et utiliser l'internationalisation pour pallier à leur manque de financement. Est-ce là véritablement le rôle des universités? À mon avis, la réponse à apporter à cette question est « non »; un non catégorique. Le rôle des universités est plutôt de travailler en collaboration, pour créer des réseaux robustes, basés sur la convergence et la complémentarité des expertises, en vue de partager les connaissances et de développer une véritable culture du savoir, à l'échelle du globe.

Cette vision conduit à trois constats :

- Premièrement, l'internationalisation est un outil (et non une fin en soi) qui permet aux universités du 21^e siècle de mieux accomplir leur mission.

En effet, la diversité culturelle, l'interdépendance des nations et les possibilités qu'offre le développement des communications, font qu'il est impensable, aujourd'hui, d'atteindre les plus hauts standards de qualité de la recherche et de la formation sans avoir recours à la mobilité étudiante, aux échanges professoraux ainsi qu'aux programmes conjoints d'enseignement et de recherche, lesquels constituent les dimensions essentielles de l'internationalisation des universités.

- En second lieu, s'il est un outil, le processus d'internationalisation doit être subordonné aux objectifs de développement des universités et non le contraire. De cette façon, celles-ci peuvent s'associer à des partenaires internationaux sur la base de valeurs partagées, ce qui s'avère essentiels au maintien de leur identité.
- Finalement, en termes de stratégie, cela veut dire que le succès repose sur deux ingrédients incontournables :
 - Les projets doivent émerger de la base (i.e. des professeurs avec leurs étudiants).
 - La stratégie globale doit résulter de l'intégration à grande échelle de l'ensemble des projets.

Ceci n'est pas nouveau. En effet, dès sa création il y a plusieurs siècles, l'université reposait sur la libre circulation des idées dans une communauté académique et leur transfert dans le processus de formation associé aux débats qui s'y tenaient.

Évidemment, l'université moderne a dû répondre aux défis de la massification de l'éducation et remettre en question sa « tour d'ivoire ». Elle a dû aussi développer des moyens lui permettant de mieux répondre aux besoins des collectivités à l'échelle locale et nationale.

Dans cette université « ouverte » dont nous avons hérité, l'internationalisation devient la meilleure façon de faire avancer la science, certes, mais aussi, de contribuer à l'enrichissement des idées, des personnes

et des sociétés. C'est ce que j'appelle l'internationalisation de l'université autrement.

Favoriser l'ouverture au monde des étudiants, développer et appuyer les collaborations de recherche entre les professeurs, stimuler les échanges et le partage des expertises pour faire avancer le savoir, tirer profit des pratiques exemplaires développées par certains établissements dans des champs de formation ou de recherche donnés, encourager les analyses comparatives pour mieux comprendre les problèmes – scientifiques, sociaux, environnementaux – qui nous confrontent et pour mieux saisir comment y faire face, voilà quels devraient être les véritables indicateurs de richesse pour le monde universitaire.

Un mot désigne toutes ces pratiques et c'est celui de « collaboration ». L'UQAM, mon université, est une université qui depuis toujours a fait le choix de la collaboration, dans le développement de ses programmes d'études, dans ses projets et pratiques de recherche, dans ses activités de diffusion, d'animation et de vulgarisation scientifique, et même dans ses modes de gouvernance fondée sur la collégialité et l'approche participative. Elle a donc souvent abordé l'international autrement, notamment avec le Brésil. Mais avant de plonger dans des exemples concrets, permettez-moi de vous donner brièvement mon université, l'Université du Québec à Montréal, communément appelée l'UQAM.

L'UQAM

J'aime à rappeler que même si l'UQAM est située dans un environnement nordique – nous avons eu droit à quelques flocons de neige la semaine dernière à Montréal – mon université n'en demeure pas moins une université de l'Amérique latine. Dans un univers largement dominé par la culture anglosaxonne (et là je fais référence au Canada et aux États-Unis), notre université, qui a cœur de faire une place à « la science en français », fait figure d'exception. Nous sommes latins non seulement du fait de la langue, mais aussi, en raisons de nos valeurs de cœur. Il fait peut-être froid chez nous, mais nous sommes très chaleureux et accueillants. La preuve, chaque année, nous accueillons près de 42 000 étudiants, dont plus de 3 000 étudiants étrangers. Ces étudiants, issus de plus de 85 pays répartis sur tous

les continents, viennent séjourner dans nos murs pour bénéficier d'un environnement d'études et de recherche des plus stimulants.

L'UQAM compte sur l'expertise de plus de 1 000 professeurs-chercheurs, auxquels s'ajoutent près de 2 000 chargés de cours, tous déterminés à assurer la réussite étudiante. Les programmes d'études, au nombre de 325, sont offerts dans les grands champs du savoir que sont les sciences humaines, les sciences naturelles, les sciences de l'éducation, la science politique et le droit, la communication, les arts, ainsi que les sciences de la gestion.

Depuis sa création, en 1969, l'UQAM a formé plus de 225 000 diplômés dont les contributions permettent à notre université de rayonner sur les scènes locale, nationale et internationale. Mais les chiffres — bien que très éloquentes — ne disent pas tout ! Ils ne permettent pas d'illustrer ce qui fait la « couleur » de notre université: le dynamisme de la vie sur le campus; le dévouement et la disponibilité du corps enseignant; le sens de l'innovation de nos chercheurs; les liens étroits tissés avec les groupes communautaires, les milieux culturels, les communautés d'affaires et les organismes publics ou parapublics; le souci d'assurer le transfert des connaissances dans la collectivité, et enfin, l'énergie, l'audace et l'engagement dont fait preuve la relève étudiante.

Des collaborations porteuses entre l'UQAM et le Brésil

Plusieurs de ces caractéristiques, nous les partageons avec des universités brésiliennes. De plus, nos universités ont des préoccupations semblables à l'égard des grands enjeux de société, qu'il s'agisse des questions environnementales, des relations internationales, des problèmes sociaux, des droits humains, de la gouvernance démocratique, du développement local ou du commerce équitable. Il s'agit là de domaines qui donnent lieu à des travaux de recherche, à des filières de formations et à des projets de collaboration.

Ces dernières années ont d'ailleurs été marquées par le développement accéléré de liens de collaboration entre l'UQAM et le milieu universitaire brésilien. À preuve, sur les 110 ententes interuniversitaires de coopération entre des universités canadiennes et des universités brésiliennes, le tiers (35)

concernent mon université, l'UQAM, avec des partenaires comme l'Université de Sao Paulo et les universités fédérales de Rio de Janeiro, de Santa Catarina, de Rio Grande do Sul, pour ne nommer que celles-là.

Cela fait plus de trente ans que des chercheurs de l'UQAM collaborent avec des collègues brésiliens sur une foule de thématiques : l'environnement, la gestion des villes, la prévention de la violence, les droits humains, mais aussi, la littérature et l'identité, les études féministes, le développement local, l'économie sociale, et bien d'autres. En faire le tour est impossible mais, pour les besoins de la cause, j'ai retenu deux exemples qui montrent à quel point les pratiques d'internationalisation fondée sur la collaboration et émergeant de projets définis par l'interne – i.e. l'intérêt des chercheurs – plutôt qu'en fonction de visées externes s'avèrent la voie porteuse qu'il faut privilégier.

Deux projets collaboratifs exemplaires

UQAMAZONE est un exemple de collaborations de recherche dont la longévité témoigne à elle seule des succès remportés. Démarré en 1994, ce projet rassemble des chercheurs en sciences de l'environnement de l'UQAM et des chercheurs du Brésil qui privilégient une approche écosystémique de la santé humaine. Les recherches, menées en Amazonie brésilienne, ont permis d'identifier les sources de mercure dans la région du Tapajos, la façon dont celui-ci circule dans l'environnement et entre en contact avec les habitants, pour créer, par la suite, divers problèmes de santé. Environ 500 participants, provenant de 12 communautés ont collaboré à l'étude.

Fondé sur une approche participative, le projet a privilégié l'échange éducatif et la vulgarisation des résultats. La sensibilisation des populations concernées (incluant la réalisation d'une BD en portugais), a permis le renouvellement des pratiques et habitudes, tant dans l'alimentation que dans les pratiques agricoles, ont vu le jour. En 2007, un nouveau projet a pris le relais dans le but de s'attaquer à l'exposition chronique au mercure et à la transmission de la maladie de Chagas dont sont victimes les communautés de petits exploitants agricoles de l'Amazonie.

Né d'une collaboration de recherche entre des professeurs québécois et brésiliens, ainsi que plusieurs personnes ressources oeuvrant en Amazonie,

UQAMAZONE a donné lieu à de nombreux échanges d'étudiants, à la mise sur pied d'un cours multidisciplinaire de doctorat, à l'organisation de stages en Amazonie, à nombre de publications conjointes, en anglais, français et portugais, ainsi qu'à plusieurs mémoires et des thèses. C'est sans compter les retombées positives qu'a généré le projet pour les populations locales, notamment en matière de santé humaine et environnementale.

Mais il n'y a pas que l'Amazonie qui suscite l'intérêt de nos chercheurs, les métropoles aussi fascinent. En 2006, un professeur en études urbaines et touristiques de l'UQAM, Luc-Normand Tellier, rencontre, dans le cadre d'un événement de l'Agence universitaire de la francophonie, un professeur de l'Institut de planification urbaine et régionale de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, Carlos Veiner, qui, ayant fait son doctorat à Paris, parle très bien français. C'est le début d'une fructueuse collaboration. Cinq ans plus tard, un pôle d'excellence régional en aménagement et urbanisme, financé par l'AUF, voit le jour. Des chercheurs du Québec et du Brésil, mais aussi de l'Argentine, du Mexique et de Colombie participent à ce vaste réseau. Leur objectif? Favoriser un regard comparé des métropoles sur une diversité de thèmes, tels que l'habitation, les conflits urbains, les mouvements sociaux, la participation, la gestion publique et les inégalités.

Depuis, les activités ont donné lieu, entre autres, à un important colloque à Rio de Janeiro, à un séminaire international à Montréal, à un ouvrage collectif intitulé *Métropoles des Amériques en mutations*, à des articles scientifiques, à des échanges d'étudiants, et à la mise sur pied d'un cours voyage à Rio de Janeiro qui se tiendra le mois prochain et se concentrera sur les grands chantiers préparatoires à la Coupe du monde de 2014 et aux Jeux olympiques de 2016. Outre ces impacts scientifiques, la création de ce réseau collaboratif n'est pas sans entraîner des retombées pratiques significatives, notamment en raison de l'intérêt que portent les chercheurs à l'élaboration de pistes d'action pour repenser et humaniser la ville.

S'internationaliser autrement... grâce au libre-accès

J'ai annoncé, dans l'intitulé de ma communication, que je parlerais de deux initiatives innovantes. Je vous ai entretenu de l'internationalisation autrement par le biais de collaborations de recherche qui, parce qu'ils

émergent de la base – i.e. des intérêts des professeurs – favorisent la création de couloirs de mobilité à fortes retombées en termes d'avancement des connaissances, de formation étudiante et de progrès social. Je veux vous parler maintenant d'une autre stratégie qui m'apparaît des plus porteuses en termes d'internationalisation des savoirs, et ce sont les initiatives en faveur des archives ouvertes et des ressources sous format libre, plus connu sous le vocable de «mouvement pour le libre-accès».

Comme bien d'autres, je suis convaincu qu'un savoir qui ne circule pas est un savoir perdu. Comme bien d'autres, je suis persuadé que les résultats de la recherche doivent pouvoir être diffusés le plus largement possible et en respectant le pluralisme linguistique ; comme bien d'autres, je souhaite que les productions des chercheurs de mon université puissent rayonner dans le monde entier, mais aussi, qu'eux-mêmes puissent accéder aux savoirs produits par les chercheurs du monde entier, ceux du Nord comme du Sud ; comme bien d'autres, je pense que les universités ont un rôle majeur à jouer pour favoriser ce partage des connaissances, et qu'une des excellentes façons d'y parvenir, c'est en faisant la promotion du libre-accès.

Lorsque j'étais doyen de la Faculté des sciences humaines de mon université, j'ai oeuvré pour que mon institution signe la *Déclaration de Berlin sur le libre accès à la connaissance*. Puis, avec des collègues, nous avons fait en sorte que notre université se dote d'une archive électronique ouverte où tous nos chercheurs peuvent déposer leurs articles et autres publications scientifiques. Maintenant, à titre de recteur, j'aimerais voir ces pratiques se généraliser, non seulement au sein de mon université, mais à l'échelle de toute la communauté scientifique.

Les avantages d'un dépôt institutionnel sont nombreux. Pour les auteurs, c'est l'accès aux productions récentes des collègues ; c'est la possibilité de bénéficier d'un répertoire qui regroupe toutes leurs contributions ; c'est l'accès aux statistiques de consultation et c'est le rayonnement international de leurs travaux. Pour l'Université, c'est l'occasion d'apprécier l'ampleur des contributions de ses membres, en plus de bénéficier d'une visibilité mondiale. Pour le reste du monde, c'est l'accès libre et gratuit aux savoirs issus de la recherche universitaire. Produire, diffuser, partager, préserver et conserver les connaissances, anciennes et nouvelles. Lever les barrières qui

freinent les échanges scientifiques et entravent la circulation des savoirs. N'est-ce pas là le cœur même de la mission universitaire ?

Pour une réelle démocratisation du savoir

Dans un contexte où les universités doivent composer avec des budgets réduits et une hausse faramineuse des coûts d'abonnement aux périodiques scientifiques, les établissements sont de plus en plus sensibles au potentiel que représentent les initiatives d'accès libre. Mais si les motivations économiques peuvent constituer une bonne raison de passer au libre accès, bien d'autres facteurs, sur les plans éthique, philosophique et scientifique, devraient amener les universités à adopter ces nouvelles pratiques de création, de diffusion et de préservation des connaissances.

Ma conviction profonde est que le savoir ne doit pas être traité comme une vulgaire marchandise mais comme un bien commun précieux. Dit autrement, il nous faut concevoir les résultats de la recherche universitaire comme faisant partie intégrante du patrimoine de l'humanité. Privilégier la science ouverte, c'est s'assurer de rendre les savoirs disponibles à tous, c'est reconnaître à la connaissance un rôle moteur dans le développement de nos sociétés, bref, c'est ouvrir des perspectives d'enrichissement collectif à l'échelle planétaire.

En conclusion,

La vision proposée ici est celle d'un réseau universitaire fonctionnant en mode ouvert et collaboratif, le moyen par excellence pour les sociétés de prendre le train du 21^e siècle et de se situer dans une mondialisation démocratique et innovatrice.

Ce dont nous avons besoin, c'est de politiques et de programmes qui prennent clairement appui sur la dynamique éducative et scientifique interne des universités et non sur des facteurs externes souvent temporaires définissant un « marché » pour l'université.

Comme les projets de recherche et de formation se développent à la base par la collaboration entre chercheurs, il faut des politiques nationales et

internationales qui soutiennent les établissements dans le développement concerté de leurs forces.

En effet, l'histoire montre que les actions les plus innovatrices et les plus inventives n'auraient jamais vu le jour si des professeurs, des étudiants et des citoyens ne s'étaient pas demandé comment résoudre ensemble un problème lié à la création, à l'application ou à la diffusion du savoir. Il en va de même des établissements, qui soutiendront d'autant mieux leurs membres qu'ils seront associés dans un réseau collaboratif favorisant la science ouverte.

Opter pour la collaboration présente toujours un certain risque, puisqu'il faut fonctionner en réseau et faire confiance à ses collaborateurs. Toutefois, partout où il y a des risques, il y a aussi des opportunités. Mais, lorsqu'on travaille en collaboration, on partage le risque et on multiplie les opportunités.

Merci.